

Paradoxe diplomatique du rayonnement de la RDC face aux enjeux de consolidation de pouvoir par le régime Mobutu

Par

Matumba Mipanga Médard

Diplômé d'Etudes Supérieures en Relations Internationales et Chef de Travaux à l'Université de Goma (UNIGOM)

Introduction

Le 30 juin 1960, le Congo accède à l'indépendance en pleine euphorie. Ce pays que l'explorateur Henry Morton Stanley a qualifié de scandale géologique et auquel plus d'un analyste a prédit un avenir meilleur en raison de ses ressources naturelles considérables et enviées, de sa position stratégique au cœur de l'Afrique et de sa population caractérisée par une riche diversité culturelle, s'est effondré quelques semaines après avoir obtenu la souveraineté nationale et internationale.

Ses faiblesses politiques internes et les déconvenues diplomatiques du Congo entre 1960 et 1965 sur la scène internationale ont créé un contexte favorable qui a permis au régime du Président Mobutu de bénéficier d'un crédit de confiance. Le « Congo malade » avait besoin de la restauration de l'autorité de l'État de manière à retrouver sa place sur la scène internationale. Cette tâche, le régime Mobutu a su bien la conduire en jouant sur plusieurs tableaux diplomatiques.

Ainsi, comme *premier axe* de la diplomatie active, il stabilisa, sinon rétablit les relations diplomatiques tendues avec tous les autres pays africains d'abord. Si, à la fin de 1964, plusieurs pays africains ne disposaient pas de missions diplomatiques à Kinshasa, le régime Mobutu prit soin de renouer les contacts avec la plupart des capitales africaines, notamment celles de l'aile progressiste ou révolutionnaire, Ghana, Mali, République arabe unie, etc.

Le deuxième axe consista à faire de Kinshasa un centre d'attraction diplomatique : cette capitale accueillit plusieurs rencontres ou sommets entre chefs d'État et de gouvernement africains. C'est le cas par exemple du quatrième sommet de l'Organisation de l'unité africaine de 1966. De même, plusieurs rencontres ou sommets permirent des contacts

entre chefs d'État de la sous-région pour discuter les questions de sécurité. Les pays africains limitrophes se mirent à courtiser le Congo-Kinshasa.

Le troisième axe consista dans des combinaisons diplomatiques en format de tripartites ou de quadripartites qui finirent par lier les différents États voisins du Congo, une recette qui a permis d'empêcher les opposants au régime congolais de Mobutu de disposer de bases arrière.

Le quatrième axe se déroula sous l'aspect symbolique de l'élévation de Patrice-Emery Lumumba au rang de héros national à l'occasion de la célébration du sixième anniversaire de l'indépendance du Congo par le président Mobutu¹.

Face aux importantes tensions qui structuraient les relations internationales à l'époque, le Président Mobutu choisit de s'arrimer au camp occidental, contraire à la logique de la politique de la porte ouverte prônée par Léopold II en 1885, à la conférence de Berlin, où 14 puissances avaient signées l'acte de Berlin. Il en obtint des plus-values diplomatiques et stratégiques : sécurité du régime, accès aux ressources économiques et financières qui se déversaient allègrement du Nord vers les pays africains alliés et un rôle d'État stabilisateur dans la sous-région de l'Afrique centrale. C'est de cette dépendance que le régime tira les instruments de la *consolidation et de la restauration de l'autorité de l'État*.

I. Les principes de base du rayonnement de la diplomatie congolaise sous le régime Mobutu

Il nous est d'un grand intérêt de comprendre la philosophie spécifique qui avait orienté la politique extérieure et déterminer la prise de décision par les autorités congolaises de l'histoire de sa diplomatie depuis la deuxième république, qui était basée autour de cinq principes dont quatre nous seront utiles dans cette analyse.

1.1. L'ouverture au monde

En se référant à cette politique de la porte ouverte, le Président Mobutu a donné la possibilité (accorder) à tous les États du monde d'entrer en contact avec elle sans tenir compte de leur système politique ou de leur opinion idéologique. L'exemple de ce combat de boxe entre deux américains au Congo, est parmi les éléments de cette ouverture au monde de la RDC pour son rayonnement.

¹ NGOIE TSHIBAMBE, « La politique africaine de la République Démocratique du Congo. De l'indépendance à nos jours », *In Revue nouvelle*, avril, 2010, P.53

En ce mercredi 30 octobre 1974, Kinshasa vit sa nuit la plus longue et la plus courte. Une nuit prodigieuse gravée à jamais dans la mémoire sportive du XX^e siècle. Kinshasa assiste au match du siècle, au super-choc entre les deux boxeurs les plus puissants de l'époque, tous deux américains et rebaptisés pour l'occasion les géants de la Jungle : d'un côté du ring, George Foreman, 25 ans, champion du monde catégorie poids lourds ; de l'autre, son challenger, Mohammed Ali, alias Cassius Clay, 32 ans. Aux yeux de Mobutu, alors au faite de son orgueil, cet événement sportif, hyper médiatisé pour l'époque, est une occasion unique de placer son pays au centre de l'actualité mondiale.

Vers 4 heures du matin lorsque les deux boxeurs montent sur le ring, au milieu du terrain de football, devant plusieurs dizaines de milliers de congolais rassemblés sur les gradins du stade du 20 mai que domine un immense portrait de Mobutu. La foule n'est pas neutre. Sa clameur encourage le challenger : *AliBoma yé* (Ali, tue-le ! en Lingala). Depuis des semaines, ce cri de guerre est devenu une ritournelle en vogue. Officiellement, la RDC est, bien sûr, l'hôte impartial de ce combat dont il tire gloire. Dans les rues de Kinshasa, des panneaux proclament : *Une rencontre entre deux Noirs, dans un pays noir, organisée par des Noirs et attendue dans le monde entier : voilà une victoire du Mobutisme*².

Sous le regard des congolais, le plus Noir n'est pas Foreman, à la peau très sombre, mais Ali, fier apôtre de la négritude. L'ex-Cassius Clay avait refusé en 1967 d'accomplir son service militaire par opposition à la guerre du Vietnam. On lui retira son titre de champion du monde. Il est à Kinshasa pour le reconquérir. Comme Mobutu, Ali a changé de nom. Il a troqué son identité héritée de ses ancêtres esclaves contre celle d'un militant musulman. L'authenticité congolaise le réjouit. Initialement, le match devait avoir lieu le 24 septembre. Mais le sparring-partner de Foreman lui a entaillé l'arcade sourcilière d'un malencontreux coup de coude³. Il a fallu retarder de cinq semaines le combat. Un délai dont Mobutu a profité pour parfaire son opération de marketing. Avec l'aide de Ali, comme lui orateur virtuose.

Un match du siècle pulvérise un autre record. C'est, de loin, le combat le plus cher de l'histoire. Les deux boxeurs empochent, chacun, 5 millions de dollars. Une société financière Suisse avance ces sommes mirobolantes. Le gros des recettes provient de la manne des Paris et des droits télévisés. Le duel est retransmis par satellite, en direct et en circuit fermé, sur quatre cent vingt-cinq sites aux États-Unis et au Canada. Il est aussi diffusé, en direct dans une centaine de pays.

² MAILER Norman, *Le Combat du siècle*, SL, Folio, 2002, P. 33

³ CARDOZO Bill, KO à la 8^{ème} reprise, SL, Éditions Allia, 2016, P. 50

Le match fait un autre vainqueur, Mobutu. Le Président prouve au monde que la RDC est capable d'organiser un événement sportif de premier plan. En permettant de faire connaître son pays, l'argent dépensé (plus de 10 millions de dollars) représente à ses yeux un investissement politique à long terme. Mobutu prétend montrer à tous que son peuple vit dans la dignité et la fierté d'être africain. Il se pose en exemple aux yeux des occidentaux et des pays voisins⁴.

Pour vendre son pays, en ces années prospères, le guide suprême n'est pas à court d'idées. En 1978, les turbulences politiques empêchent la tenue à Nice en France du concours de beauté Miss Europe. Qu'à cela ne tienne, Mobutu propose d'accueillir la compétition, en septembre à Kinshasa. Une première sous les tropiques, s'enthousiasme la presse locale. Les prétendantes au titre font un tour de la capitale où elles reçoivent un accueil triomphal. Mobutu leur offre ensuite un voyage touristique au Kivu et dans le parc national de Virunga.

1.2. La vocation africaine de la RDC

La République Démocratique du Congo s'est fait le défenseur de la cause et des intérêts du continent africain. Elle a soutenue par cette politique, les mouvements de libération nationale et a appuyé l'intérêt territorial des africains menacé par l'extérieur.

Concernant cette vocation africaine du Zaïre, le Président Mobutu disait qu'il y a lieu de relever qu'elle a toujours inspiré notre politique continentale dont le mérite principal aura été d'instaurer entre nos pays frères non seulement la coopération et la concorde, mais aussi et surtout un climat de paix, de confiance et de sécurité.

À ce titre, la RDC entretient une volonté politique permanente de bon voisinage qui comporte pour nous une interdiction formelle d'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays et spécialement de nos voisins immédiats.

Au cours des vingt-et-une dernières années, notre devoir de solidarité continentale s'est manifesté à maintes reprises à l'égard de certains pays frères et amis, dont l'intégrité territoriale ou l'indépendance s'est trouvée menacée.

Tel est le cas du soutien moral, matériel et militaire accordé au Tchad, en lutte pour la défense de son intégrité territoriale, à la SWAPO, Mouvement de Libération de la Namibie, territoire maintenu par l'Afrique du Sud dans une dépendance aussi injuste qu'illégale, au Cap Vert, à la Guinée Bissau, au Mozambique avant leur accession à l'indépendance et à certains pays du Sahel.

Au-delà de ces actes ponctuels de solidarité et de l'adhésion à la Charte de l'organisation de l'Unité africaine, la vocation africaine de la RDC s'est aussi manifestée par

⁴ MAILER Norman, *Le Combat du siècle*, op cit, P. 151

son soutien à la politique de regroupements économiques sous régionaux qui justifie sa qualité de membre actif de la Communauté Économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) et de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC)⁵, etc.

Le Président Congolais élargit son offensive diplomatique dans une autre direction, le monde arabe. Le 4 octobre 1973, dans son premier discours à la tribune des Nations Unies, Mobutu électrise son auditoire en annonçant que son pays rompt ses relations diplomatiques avec Israël. Elles seront rétablies, précise-t-il, lorsque les pays arabes auront récupéré les territoires occupés par l'armée de l'État Juif. Pour ce dernier, qui voyait dans le Congo son meilleur allié en Afrique, c'est un coup dur. Formé lui-même en 1963 comme parachutiste en Israël, Mobutu avait confié à des officiers de Tsahal la mise sur pied de la division de troupes aéroportées, une unité d'élite qui lui était dévouée. Le ministre Israélien des Affaires Étrangères, Abba Eban, parle de trahison grossière. Mobutu lui renvoie cette accusation, arguant qu'Israël a trahi ses amis africains en maintenant des liens étroits avec le régime blanc de l'apartheid⁶. Usant d'un argument inhabituel de la part d'un chef d'État, il ajoute ne pas devoir un centime aux Israéliens : ceux-ci n'ont donné ni un avion, ni un parachute, ni un revolver, ni même une paire de chaussettes, tout ayant été scrupuleusement payé sur le budget national congolais.

Dans la bouche de Mobutu, l'alibi moral Sud-africain ne trompe personne. Ses objectifs sont plus terre à terre. Il espère attirer chez lui l'argent du monde arabe et pouvoir lui acheter son pétrole à un tarif préférentiel. Il sera le seul chef d'État non arabe invité en novembre 1973 au sommet arabe d'Alger, le premier après la guerre du Kippour. Il fera ensuite une tournée au Moyen-Orient. Mais il n'obtiendra aucune faveur sonnante et trébuchante. Son ouverture au monde arabe portera politiquement ses fruits plus tard quand plusieurs pays, Maroc et Égypte en tête, le soutiendront lors des deux invasions du Shaba. Déçu pourtant au fil des ans de ne pas voir arriver les investisseurs arabes, Mobutu renouera avec Israël en mai 1982. Mieux : des spécialistes Israéliens assureront sa sécurité personnelle, déjouant plusieurs complots, et formeront le bataillon Dragon, dont les quatre cents hommes font partie de la Division spéciale Présidentielle. Avec les Arabes et les Israéliens, Mobutu aura fait preuve, comme souvent, d'un parfait opportunisme⁷.

⁵Discours de la vocation Africaine prononcé à la clôture du quatrième Congrès ordinaire du Mouvement Populaire de la Révolution, le 20 mai 1988.

⁶Entretien du Président Mobutu au Journal *Le Monde*, 13 octobre 1973

⁷BRAECKMAN Colette, *Le Dinosaur. Le Zaïre de Mobutu*, Fayard, 1992, P. 60

1.3. La politique de bon voisinage de la RDC

C'est la politique de la sécurité frontalière avec ses voisins que la République du Zaïre pour diverses raisons, est condamnée à mener une politique de bon voisinage avec tous les pays qui l'entourent.⁸

En matière de politique extérieure, autour des années 1983, la RDC poursuit la même ligne de conduite, c'est-à-dire notre vocation africaine, le bon voisinage, la non-immixtion dans les affaires internes d'autres États, le respect des principes contenus dans les Chartes de l'ONU et de l'OUA...Il renchérit, une fois de plus, à rassurer les partenaires étrangers, singulièrement les frères des pays voisins, du désir ardent de vivre en parfaite harmonie avec tout le monde, dans un esprit de tolérance, de solidarité et de franche coopération.

Jamais la RDC ne servira de rampe à qui que ce soit pour semer la discorde et la désolation dans un pays donné, et singulièrement chez nos voisins. C'est un principe sacré de la diplomatie congolaise que nous avons toujours voulue constructive et non subversive⁹. Mais ce principe de bon voisinage est tombé en éclat après la fin de la guerre froide et la chute du Président Mobutu, où les frontières de la RDC sont devenues un passoir au profit des pays voisins ou n'importe qui fait n'importe quoi.

1.4. Le neutralisme positif et non-ingérence

Ce neutralisme positif veut dire, *ni à droite, ni gauche et ni au centre*. Il tourne le dos aux guerres civiles, dont la révolte des mercenaires sera le dernier soubresaut. Politiquement, il vit en état d'hibernation. Sous le régime d'exception imposé par le Président Mobutu, les activités partisans sont interdites. Le Parlement, émasculé, tourne à vide, ce qui ne l'a pas empêché de produire, en 1966, mille quatre cents pages de comptes rendus stériles¹⁰.

La République Démocratique du Congo a utilisé ce principe dans ces relations extérieures pour ne pas s'engager dans la politique de l'une des grandes puissances suite à sa situation du membre des pays non-alignés. Mais en réalité, elle était alignée au bloc capitaliste.

« En 1960, avec le vent des indépendances qui a soufflé sur le continent africain, le contrôle du pouvoir politique dans les nouveaux États africains était une préoccupation majeure pour les protagonistes de la guerre froide. Devant la tendance croissante des États d'Afrique centrale nouvellement indépendants à s'aligner sur l'idéologie communiste, la

⁸ LABANA LASAY' ABAR et LOFEMBE BENKENYA, *La politique étrangère de la RDC, structure, fonctionnement et manifestation*, Kinshasa, Sirius, 2008, P.22

⁹ Réponse aux vœux de Nouvel An des Corps Constitués présentés par le Doyen du Comité Central du Mouvement Populaire de la Révolution, le 05 janvier 1983 à Kinshasa.

¹⁰ CRAWFORD Young cité par LANGELLIER Jean-Pierre, *Mobutu*, op.cit. P. 171

préoccupation du camp capitaliste était la recherche d'un allié devant constituer le verrou empêchant que toute l'Afrique centrale ne bascule pas dans le camp communiste.

Ces enjeux sont à la base de l'assassinat du premier ministre congolais Patrice Lumumba, accusé par le camp capitaliste de penchant communiste. Ils sont également à la base du coup d'État qui a amené le Président Mobutu au pouvoir pendant son long règne, ce dernier a servi comme allié et agent de la politique étrangère de camp capitaliste en Afrique centrale »¹¹.

II. Dimension politique

La politique est tout ce qui est relatif à l'art de conquérir et d'exercer le pouvoir sur une population en matière de règlements, lois, vie communautaire, orientation générale, idéal collectif et destin commun. Terme signifiant pratique du pouvoir à tous les niveaux de responsabilité. Toute institution, tout responsable, est doté d'un ou de plusieurs domaines de compétence qui exigent de sa part une gestion, une prévision, une anticipation, bref une action permanente, appuyée sur des mesures appropriées en vue d'atteindre un objectif déterminé à l'avance, dans un délai raisonnable. C'est cette activité contrôlée au sein de tous ensemble, entreprise, institution, localité ou nation, qu'on appelle politique¹².

2.1. Facteurs des puissances et sa spécificité

D'ailleurs la conséquence logique de la diplomatie congolaise était, au lieu de privilégier la *diplomatie du terrain*, la RDC a dû recourir à la complaisance de la *proximité*. Sur le plan militaire, la RDC était le pays allié occidental le mieux équipé en Afrique Centrale pour faire face à l'Angola et aux menaces éventuelles du communisme. De ce fait, les grandes puissances ont eu un mot à dire dans le cadre des relations internationales de la République Démocratique du Congo. Cette ingérence fondée sur la diplomatie de la guerre froide a plus joué pour la grandeur du Président Mobutu et de l'image de marque de la RDC.

2.1.1. L'anti-communisme

Depuis son indépendance, la République Démocratique du Congo constituait un objet de tiraillement : *victime de l'enjeu politique entre URSS et les États Unis, la République Démocratique du Congo a été constamment convoitée par chacune des puissances qui chercheront à se créer des amitiés et des inimitiés dans ce pays dès l'indépendance*. Pour Washington, la lutte contre le communisme au Congo était plus facile à mener à partir de

¹¹ YEZI PYANA FUMU, cité par KADONY NGUWAY PKALAINGU, *Une Introduction aux Relations Internationales Africaines*, op.cit., pp. 139-140

¹² MOKHTAR LAKEHAL, *Le grand livre de la politique, de la géopolitique et des relations internationales*, Paris, L'Harmattan, 2014, P. 523

Kinshasa. Il ne fallait pas ainsi permettre au Congo de se désintégrer en plusieurs petits États car il serait plus difficile dans cette situation de garder tout dans un même Camp Idéologique.

Voilà le rôle que jouera le Président Mobutu pendant trois décennies et l'unité du Congo sera l'objet de son prestige durant tout son règne. L'armée de la RDC devait être bien équipée pour dissuader tous les pays voisins. Ainsi, beaucoup d'unités de l'armée congolaise ont été formées dans des grandes académies militaires occidentales et étrangères. Pour marquer sa supériorité par rapport à ses voisins, l'armée de Mobutu intervenait dans beaucoup de pays voisins voire jusqu'au Tchad. La stabilité du Congo a reposé sur l'instabilité organisée de ses voisins.

2.1.2. L'enjeu des relations avec l'Angola

Les relations entre la République Démocratique du Congo et l'Angola étaient le *prototype des relations caractéristiques des pays africains pendant la guerre froide* : les deux voisins devinrent ennemis à cause de l'idéologie occidentale. Pourtant avec une histoire et une culture commune. Dans le contexte de la guerre froide, au nom de socialisme scientifique ou du libéralisme, les africains en sont arrivés à s'opposer les uns aux autres. L'Afrique noire qui était devenue de facto un prolongement des États-Unis et de l'URSS, était divisée en deux camps selon les sources de l'aide militaire et économique qu'un État recevait. Le modèle concret était la République Démocratique du Congo et l'Angola. L'Angola était soutenu par l'URSS et la République Démocratique du Congo par les États-Unis. Ainsi, se justifiaient les incursions fréquentes de l'armée de la RDC en Angola pour appuyer l'UNITA de Jonas Savimbi. Celui-ci était le Président du Parti rebelle angolais soutenu par les américains contre le régime marxiste de Luanda. La base militaire de l'Unita se trouvait en RDC (l'île d'Ambaka au Kwango). Jonas Savimbi trouvait appui à Kinshasa pour lutter contre les portugais, mais plus encore contre le MPLA, soutenu par l'Union Soviétique. Chaque Président américain devait soutenir Mobutu ; c'est pourquoi la croisade anticommuniste de Ronald Reagan fait du Zaïre de Mobutu un bastion indispensable pour lutter contre la présence des Cubains en Angola et affaiblir l'influence soviétique en Afrique.

2.1.3. Evaluation des Facteurs des Puissances

Comme les deux superpuissances avaient transformé l'Afrique en leur *champ de bataille*, les attaques de la RDC contre l'Angola ne devaient pas restées sans réplique. C'est ainsi que les interventions répétées de la RDC dans les affaires intérieures angolaises auront cependant ses revers : en 1977-1978, elles entraînent deux invasions du Shaba. Aussi, pour l'équilibre géopolitique de la guerre froide, l'Angola entretenait des groupes rebelles hostiles au régime Mobutu ; c'était des anciens Lumumbistes de l'obédience communiste. La

principale rébellion fut le F.N.L.C. (Front National pour la Libération du Congo) de Nathanaël Mbumba.

En 1977-1978, leur attaque sur Kolwezi marque la dernière tentative de renversement du régime de Mobutu par la lutte armée. Ces opposants étaient persuadés du soutien au régime Mobutu, allié fidèle des occidentaux. Ainsi, lors de ces guerres de Shaba, on a vu les armées étrangères venir à la rescousse du régime : l'armée marocaine, française et belge. Le soutien des États-Unis se faisait plus par les moyens logistiques.

Colette Braeckman analyse cette période en affirmant : « Si les interventions angolaises en République Démocratique du Congo se soldèrent par un désastre pour l'armée de Mobutu, les deux invasions du Shaba, au départ de l'Angola, donnèrent aux occidentaux l'occasion de sauver le régime de Mobutu. A chaque fois, Mobutu sut transformer sa défaite militaire en victoire politique. Une récupération pour son prestige personnel. Durant tout ce temps, la guerre contre l'Angola donnera à Mobutu l'occasion d'obliger ses alliés et de cueillir à sa manière les fruits de la guerre froide. Mobutu s'est fait un grand Président sur le grand pays de l'Afrique Centrale. Ce grand pays a évité la balkanisation pour mieux combattre le communisme. Mobutu récupérait la situation pour en faire une victoire politique : *le pacificateur du Congo, l'unificateur du grand Congo alors que c'était le plan géostratégique des occidentaux*¹³.

III. Politique d'influence et d'indépendance

Sur le plan interne, la politique d'influence de la RDC, avec ses initiatives et ses maladresses, découlait de la politique d'indépendance qu'il avait tenté de pratiquer au cours des dix premières années, se rapprochant à grands pas des pays du bloc de l'Est. La proclamation du nouvel ordre politique, en 1968, fut accompagnée d'un certain nombre de dispositions qui, blessantes à l'égard des occidentaux, accréditaient la RDC en tant que pays influent au sein du groupe des non-alignés, et comme véritable leader du Tiers-Monde. Un an après que le pays eut changé de nom, le Président renonça à ses alliances avec la Chine nationaliste pour se rapprocher de l'Asie socialiste. La Chine maoïste qui, pendant les années 1960, avait soutenu les mouvements révolutionnaires de la RDC, entre autre celui de Mulele Pierre, l'accueillit du 10 au 12 janvier et s'engagea dans une coopération exemplaire avec la RDC. La Corée du Nord, visitée par le Président Mobutu lors du second voyage en Chine, confirma cette coopération avec l'Asie socialiste. L'apport le plus important de celle-ci se situa au niveau *idéologique*, les pays visités constituant une source d'inspiration nouvelle. On prôna la mobilisation générale du peuple pour le développement, de même l'étatisation de

¹³ BRAECKMAN Colette, *L'enjeu congolais, L'Afrique centrale après Mobutu*, Paris, Fayard, 1 999, P. 132

l'enseignement et la socialisation de l'économie. La personne du Président Mobutu fut l'objet d'un culte véritable avec la généralisation des danses dites d'animation politique. On pensa à changer la société et l'on dénonça les maux qui rongent la société. On s'était promis d'engager la lutte contre l'injustice sociale, l'inflation, le chômage, la crise agricole.

Dans cet état d'esprit, le même discours rendant hommage à la coopération chinoise (prononcé les 4 octobre 1973 à l'ONU), *le Président Mobutu condamna les régimes racistes de l'Afrique du Sud et annonça la rupture des relations diplomatiques avec Israël pays ami, par solidarité avec l'Égypte pays frère.*

3.1. Unité du pays autour des idéaux du parti unique MPR

Aucun observateur sérieux ne remettra en cause le rôle déterminant que le MPR (Mouvement Populaire de la Révolution) a joué dans la démarche politique de Mobutu, une œuvre qu'il a construite de ses propres mains, et qui a beaucoup contribué à renforcer son pouvoir personnel ainsi que, reconnaissons-le, *l'unité et la stabilité du pays*. Personne, qui serait de bonne foi, ne peut nier les effets bénéfiques du MPR sur la mobilisation des masses populaires autour des *idéaux de paix, d'unité et de dignité nationales*.

La constitution de 1974, approuvée par acclamations des dirigeants du parti, légalise la dictature. Il n'existe désormais en RDC qu'une seule institution, *le MPR* incarné par son Président. *Mobutu préside le bureau politique, le congrès, le conseil exécutif, le conseil législatif et le conseil judiciaire*. Il nomme les membres de tous ces corps et tous les responsables de l'administration régionale. Dans l'idéal absolutiste, une seule étape lui resterait à franchir : *devenir officiellement chef de l'État à vie*. Mobutu y a songé très sérieusement. Deux ans plus tôt (1972), lors du congrès du parti, quelques fidèles ont chauffé la salle sur ce thème, avant d'être désavoués¹⁴.

Pour Mobutu, les sur-noms : *bâtitteur, créateur, redresseur*, servaient du trépied du MPR. Un parti unique devenu Parti-État. Une véritable administration parallèle à la fonction publique, et autrement plus puissante, où l'information ne circulant que dans un sens, de haut en bas, est soumise en dernière instance aux ordres de la Présidence de la République, qui, elle, se comporte en gouvernement parallèle. Si un membre du bureau politique s'avise de faire une suggestion qui déplaît en haut lieu, il est aussitôt *révoqué*, voire accusé de *haute trahison*. Le rôle du peuple se résume à *écouter et applaudir*. Les cartes de membres du MPR se vendaient par millions pour des raisons bien peu politiques : le gouvernement annonçait qu'il serait interdit de voyager dans le pays sans cette carte du parti¹⁵.

¹⁴ MONGUYA MBENGE Daniel cité par Jean-Pierre LANGELLIER, *Mobutu*, op.cit. P. 208

¹⁵ KAMITATU Cléophas cité par LANGELLIER Jean-Pierre, *Ibid.*

Mobutu affirmait que, dans une nation jeune en formation, le parti unique représentait la forme la plus élaborée de la démocratie. Il prétendait avoir résolu pour le mieux l'équation à trois inconnues : *Pouvoir, démocratie et Parti Unique*. Il rejetait le multipartisme, venu tout droit des officines de l'ancien colonisateur, en brandissant, encore et toujours, l'épouvantail des lendemains de l'indépendance, avec leurs quarante-quatre partis, leurs sept syndicats, puis cortège de malheurs : Résurgence du tribalisme, rébellions, guerres fratricides, faillite de l'État, balkanisation du territoire... Cinq cent mille morts ! Un fleuve de sang¹⁶.

D'ailleurs, le Président Mobutu tranchait-il, il n'y a pas de Parti Unique, mais un Parti National (MPR). Parti Unique, c'est pour quelque chose qu'on impose. Nous n'imposons rien. Pour le Président Mobutu, un ou plusieurs partis d'opposition n'avaient pas leur place en RDC pour une raison simple : Cette opposition, moi-même, mon parti, mon gouvernement, nous l'incarbons pleinement dans la mesure où nous faisons nous-même, en permanence, la critique de notre action. En expliquant à un journaliste Belge : Nous sommes des Bantous, nous ne sommes pas des cartésiens comme vous. Comme dirait Senghor, nous ne sommes pas un monde d'opposition, nous sommes pour la juxtaposition. On se met ensemble, on construit ensemble¹⁷.

Voilà, malheureusement, comment le Président Mobutu absout sans sourciller sa dictature. En convoquant avec une bonne dose de mauvaise foi l'histoire, le lourd héritage de la colonisation qui l'a rattrapé tout justement vers la fin de son règne : *tribalisme, guerres fratricides, faillite de l'État, rébellions, impunité, massacre en cascade, plus de 400 partis politiques à partir des années 1990. Bref, désordre généralisé dans le pays sur tous les plans possible.*

3.1.1. Paix Nationale

La paix est un concept qui désigne un état de calme ou de tranquillité. La paix nationale est la situation d'un pays qui n'est pas en guerre¹⁸. C'est la quiétude morale, la sérénité, le caractère calme d'un lieu, d'un moment.

La paix demande une combativité positive dans nos relations et tout autant face à nos propres impulsions. Mais définir la paix comme le combat gagné de la raison contre les instincts est faux. Ce n'est pas par le combat qu'on atteint la paix intérieure, mais en cultivant

¹⁶Entretiens de Mobutu avec Jean-Louis REMILLEUX dans *le Mobutu* de Jean-Pierre LANGELLIER, op.cit. P. 209

¹⁷Extrait du film de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, cité par Jean-Pierre LANGELLIER, op.cit. P. 209

¹⁸*Dictionnaire.reverso.net*. Consulté, le 09/12/2020. Lire aussi le dictionnaire *Cordial Dico Français*, 2007

un état intérieur d'apaisement. A l'opposé d'un combat, c'est une relation à construire, avec soi-même, puis avec les autres, où la raison ne suffit pas, il faut aussi le cœur.

La paix est un tissage perpétuel de relations chaleureuses de bon voisinage basée sur les valeurs humaines et la créativité des uns et des autres pour dépasser les difficultés, les heurts et ses propres frustrations. La paix est une relation de bien-vivre ensemble, solide et durable, basée sur le respect, la sérénité, la cordialité et la bonne intelligence entre humains. Elle est fondée autant sur l'expression du cœur que sur la raison. C'est par la chaleur humaine qu'on peut transcender la violence¹⁹.

Les cinq années de chaos en RDC (1960-1965) ont fini par lasser tout le monde. L'isolement du pays sur le plan diplomatique constituait une situation politique de laquelle n'importe quel homme d'Etat se devait de sortir. Ayant stabilisé la situation politique sur le plan interne, le régime de la 2^{ème} république met la main à la charrue pour redorer le blason diplomatique du pays.

Celle-ci semble être rétrospectivement la condition sine qua non qui devait ouvrir les possibilités pour un Congo de prétendre jouer un rôle important sur l'échiquier mondiale. Cette stabilisation a impliqué un combat tout azimut sur le front politique à l'intérieur et à l'extérieur.

Sur le front politique intérieur, cette action a consisté dans le quadrillage du site politique à l'intérieur duquel le Président Mobutu se mettait à consolider son pouvoir. Le quadrillage du site du pouvoir a commencé avec la suppression des activités des partis politiques. Le chef de l'Etat s'octroie des pouvoirs spéciaux, sur ce, il met au congélateur la constitution de 1964. La chasse contre des hommes politiques crée la terreur parmi la population. Comme c'en est le cas des sacrifices des enfants offerts au dieu Molock, le régime procède au sacrifice politique en pendant publiquement des hommes politiques après la découverte du complot de Pentecôte. Kimba, Mbamba, Anany, etc. sont pendus dans le lot de ce rituel politique de stabilisation du régime.

En 1967, un nouveau tournant pour le pouvoir de la 2ème république. Une nouvelle constitution est promulguée instaurant un présidentielisme personnalisé. Quelques poches de rébellion armée continuent, surtout à l'Est du pays, mais le régime fait un effort important pour restaurer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national²⁰.

¹⁹ BARDOS FELTORONYI Nicolas et DUQUESNOY Céline, « La paix, jeux et enjeux diplomatiques », in *Pax Christi/Analyse*, Wallonie-Bruxelles, 2006, 5

²⁰ TSHIBAMBE Ngoie, *La République Démocratique du Congo dans les relations interafricaines. Trajectoire d'un impossible quête de puissance*, op. cit. P. 137

A l'extérieur, la stabilisation politique se concrétise par la quête de la sécurité. Si Philippe Decraene a noté que la RDC du Président Mobutu entretient des relations conflictuelles avec les Etats voisins, cette situation n'est pas le propre de ce régime seulement. Celui-ci a en fait hérité de la situation de tensions diplomatiques, situation léguée par Moïse Tshombe, avec presque la majorité des Etats limitrophes²¹.

Dans cette atmosphère d'inimitiés, le Président Mobutu fait du principe de bon voisinage le cheval de bataille de sa politique extérieure, essentiellement dans la zone concentrique A, dite zone de haute sensibilité stratégique. Tous les ballets diplomatiques organisés à Kinshasa ou ailleurs et auxquels le gouvernement de Kinshasa était appelé à participer tournaient autour de ces préoccupations sécuritaires. Evidemment, cette préoccupation sécuritaire allait de pair avec l'amélioration du blason diplomatique de la RDC pour laquelle l'action se déploie dans le monde²².

3.1.2. Unité Nationale

Comment ce pays potentiellement riche est-il resté sous développé sous les régimes de ces trois Présidents ? Pour l'Afrique noire qui était alors marquée par la mauvaise gouvernance, la guerre froide a été une véritable malédiction dans la mesure où la dynamique et la sociologie de la guerre froide eurent des retombées plutôt négatives sur le développement social, politique et économique de ce continent qui était transformé en champ de bataille et en laboratoire d'expérimentation²³.

Parmi les fleurs jetées par exemple à Mobutu, à la période de la 2^{ème} république, il y a *l'Unité des Congolais et l'Intégrité territoriale*. C'est l'héritage du régime Mobutu laissé aux congolais. La région des Grands Lacs est entrée dans la zone de turbulence, il y a deux décennies maintenant. Les congolais font face aux nombreux défis notamment celui de l'intégrité territoriale. En effet, l'intégrité territoriale fait partie essentielle du pouvoir et tous les régimes qui succèdent à Mobutu sont confrontés à ce défi. Comment peut-on alors comprendre cela ? La reconnaissance de cet acquis à Mobutu est légitime, mais il faut voir cela dans le prisme de la géopolitique de la guerre froide.

Mobutu était un acteur important pour l'équilibre de l'Afrique centrale. Avec l'influence de l'Occident, la RDC comme bouclier contre le Communisme et un territoire

²¹ DECRAENE Phillip., *Vieille Afrique. Jeunes nations*, Paris, 2^{ème} édition, PUF, 1989, P. 131

²² TSHIBAMBE Ngoie, *La République Démocratique du Congo dans les relations interafricaines. Trajectoire d'un impossible quête de puissance*, op. cit. P.138

²³ CHEUZEVILLE, Hervé., *Chroniques Africaines des guerres et d'espérance, RD Congo, Ouganda, Rwanda, Burundi, Soudan*, Paris, Editions Persée, 2006, 148

regorgeant des minerais importants, ne devait pas constituer une zone de turbulence au risque de tomber dans les mains de l'URSS. Ainsi, le Président Mobutu durant tout son règne a profité de ce privilège. *Il était rassembleur, le vainqueur de la rébellion muleliste-lumumbiste de 1964, la sécession katangaise ; il a sauvé le pays de deux guerres du Shaba.*

Cependant, quand il a plu à ses maîtres de changer la destinée de la RDC, Mobutu était réduit à son rôle d'un simple pion. Il s'était retrouvé devant son incapacité de défendre l'intégrité de sa RDC tant aimé et d'assurer la sécurité des congolais. Ainsi, il chute en mai 1997, chassé de Kinshasa comme un vagabond et meurt quatre mois plus tard en exil au Maroc.

Depuis longtemps déjà, l'Amérique et la CIA l'ont abandonné comme un Kleenex usagé. Celui qui fut, en 1960, *the rightman at the right place and at the right time* était devenu obsolète après la fin de la guerre froide. Pis, gênant²⁴. Au mépris flagrant des droits de l'homme. Le bâton de commandement était passé entre les mains de Laurent Désiré Kabila. Pour prouver que la destinée de ce pays leur dépend, ils ont propulsé, en un temps record, Laurent Désiré Kabila à chasser Mobutu pour sept mois seulement. Kabila à son tour en payera le prix.

Depuis l'indépendance du Congo, le pays est resté dans la sphère des contraintes géopolitiques. A l'indépendance c'était les contraintes de la guerre froide et le Congo jouait le rôle du bouclier de l'Occidental contre le Communisme. Ce qui avait renforcé l'image du Président Mobutu jusqu'à la chute du mur de Berlin. Cette chute du mur de Berlin, symbole de la chute du Communisme, a changé le statut du monde. Les États-Unis sont restés le seul maître du monde. Le Congo perd son statut de bouclier contre le Communisme. Ce qui conditionne une nouvelle configuration du monde par le fait même de la RDC²⁵.

Ce thème de l'unité doit devenir une préoccupation constante dans nos décisions. Il faut résoudre les divisions existantes, même dans un rythme moins accéléré et montrer un front uni, à ceux qui nous combattent, car eux montrent malgré leurs paroles une unité d'action déconcertante dans toutes les parties de l'Afrique²⁶. Il existe des rapports d'interaction positive entre les paramètres clefs de la gouvernance politique, administrative et diplomatique, et l'état de la cohésion au sein de toute nation. Saisir ce genre de liens revient,

²⁴ FWELEY DIANGITUKWA, *Géopolitique, intégration régionale et mondialisation*, Paris, Espace Kinshasa-L'Harmattan, 2006, P. 21 9

²⁵ GAISE N'GANZI Roger et NDAYWEL Isidore, *25 ans d'Episcopat au service de la Vérité, la Justice et la Paix (1 980-2005)*, Mgr Laurent MONSENGWO PASTEUR INFATIGABLE, Tome I, Kinshasa-Paris, Médiaspaul-Karthala, 2008, P. 326

²⁶ MOBUTU Joseph-Désiré, *Paroles du Président Mobutu : paroles aux actes*, Kinshasa, éditions du Léopard, 1968, P.11

en fait, à comprendre le type de relations normales qui sont censées lier l'État et la société. En effet, si la société se conçoit comme un espace de déploiement des intérêts particuliers des individus ou personnes physiques, ainsi que des groupes d'individus ou personnes morales, l'État, quant à lui, doit être perçu comme le cadre de l'accomplissement de l'intérêt général et du bien commun²⁷.

3.1.3. Dignité Nationale

La dignité nationale peut s'expliquer par les différentes actions diplomatiques de la RDC dans le monde. Par exemple, la deuxième République (Mobutu) se lance à l'assaut de la diplomatie, à l'échelle mondiale. Non seulement, les pays qui comptent dans le monde (blocs de l'Est et de l'Ouest, le groupe des Non Alignés) accréditent leurs ambassadeurs auprès de Mobutu, et plus est, la République Démocratique du Congo ouvre ses missions diplomatiques dans toutes les grandes capitales du monde.

Méthodiquement, le régime Mobutu embrasse publiquement la cause de la libération du continent et proclame son soutien aux mouvements de libérations de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée Bissau et des Iles du Cap Vert, du Zimbabwe et de la Namibie²⁸. La présence dans le maillage du système des Nations Unies est décrétée notamment par les institutions spécialisées. La coopération régionale africaine et l'organisation à Kinshasa de la quatrième session du sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine, le 14 Septembre 1967, n'est pas en reste tandis que la présence de plus de vingt délégations des chefs d'Etat et de gouvernement, des ministres et autres plénipotentiaires à l'ouverture du Congrès extraordinaire du parti unique (MPR), le 21 mai 1970 à N'sele, est une apothéose (triomphe, consécration, honneur extraordinaire rendu à quelqu'un).

Vaguement échafaudés au premier Congrès du Mouvement Populaire de la Révolution, parti unique (21 mai 1970), testés à Dakar lors du discours au Congrès Progressiste Sénégalais (14 février 1971), peaufinés lors du discours d'ouverture de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée nationale (1971), formulés lors du premier Congrès ordinaire du MPR, parti unique (21 mai 1972) et exposés à la face du monde, lors du discours à la 28ème Assemblée générale de l'ONU (4 octobre 1973), ces principes sont : le

²⁷ PNUD, *Rapport National sur le Développement Humain 2014. Cohésion nationale pour l'émergence de la République Démocratique du Congo*, décembre 2014, P.103

²⁸ Mobutu, *Discours prononcé à l'ouverture de la dixième session du comité de libération de l'OUA, le 30 janvier 1967 à Kinshasa*, P. 198

recours à l'authenticité, le neutralisme positif, la vocation africaine de la RDC, le réalisme (ce sont les principes de la diplomatie de la porte ouverte ou la diplomatie agissante)²⁹.

3.1.4 .Césarisme bureaucratique

Le Césarisme bureaucratique, est une dictature qui s'appuie ou prétend s'appuyer sur le peuple³⁰. Dès 1964, le Ghana de Nkrumah adopte le régime du parti unique qui va se répandre largement et rapidement à travers le continent. Dans un courant de la recherche Africaniste, on a pu d'abord envisager positivement cette évolution, considérer que le développement d'un parti unique prenant la forme d'un parti de masse mobilisateur pouvait être la formule politique la mieux adaptée pour affronter les enjeux de la construction nationale et du développement nationale. Cependant, le constat s'est rapidement imposé que les partis uniques africains s'érigeaient en *partis-Etat* au service de pouvoirs enclins au *despotisme* et vulnérables à la *corruption*.

Le tournant autoritaire se concrétise, au milieu de la décennie, par une vague de coups d'Etat militaires. Elle touche en particulier trois des plus vastes et des plus importants pays africains : l'Algérie, le Nigeria et le Congo-Kinshasa. C'est le 24 novembre 1965, que le colonel Mobutu, à la tête de l'armée, s'empare du pouvoir. Il met en place un régime dictatorial qui prendra sa forme durable vers 1970, celle d'un système de parti unique fortement personnalisé. Le Congo-Kinshasa est désormais rebaptisé Zaïre. Etant donné l'impérialisme des dirigeants et les incessants conflits de pouvoir sous la Première République Congolaise, ce coup d'Etat militaire suscitera, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, des attentes favorables. A nouveau, à cet égard, le pays se distingue par une certaine *précocité*³¹.

Dans sa politique de recours à l'authenticité, le Président Mobutu était poussé par la volonté inébranlable de pérenniser son pouvoir dictatorial contre vents et marées, il s'est affranchi de l'inventaire des valeurs positives du passé, de leur soumission à la critique positive, et surtout de leur traduction dans la politique d'émancipation démocratique, économique, sociale culturelle et géopolitique du pays³²

Sur le plan diplomatique, la dimension économique jette un regard rétrospectif à l'évolution de l'économie congolaise dès son accession à l'indépendance. Avec le Président Mobutu, cette évolution de l'économie congolaise sera marquée par deux périodes à savoir :

²⁹ MWAYILA TSHIYEMBE, *La politique étrangère de la République Démocratique du Congo. Continuités et ruptures*, op.cit, P. 82

³⁰ *Dictionnaire Encyclopédique, le petit Larousse illustré*, Paris, les éditions Française, 1997, P. 202

³¹ STEFAAN Marysse et OMASOMBO TSHONDA Jean, *Conjonctures Congolaises 2013. Percée sécuritaire, flottements politiques et essor économique*, Paris, L'Harmattan, 2014, P.112

³² MWAYILA TSHIYEMBE, *La politique étrangère de la République Démocratique du Congo. Continuités et ruptures*, op.cit, P. 85

Avant l'indépendance, la République Démocratique du Congo jouissait d'une santé économique relativement florissante. Dès l'accession de la RDC à la souveraineté internationale, et malgré le départ précipité des colonisateurs, des guerres de sécession et de rébellion, les activités économiques ont poursuivies une tendance haussière du fait de la demande persistante des produits miniers et agricoles sur les marchés mondiaux.

Diplomatiquement durant cette période, le pays ne comptait qu'une quarantaine des Missions Diplomatiques et Postes Consulaires à travers le monde. L'effectif des diplomates et agents œuvrant dans les Ambassades et Consulats généraux étaient inférieur à 250 Unités. Les fonds de roulement (frais de fonctionnement, rémunérations des diplomates et des engagés locaux ainsi que les loyers) étaient évalués à plus de 3.500.000 \$ par mois, et transférés régulièrement à terme échu.

C'est au cours de cette période que l'État congolais a commencé à acquérir des propriétés immobilières destinées à abriter des chancelleries, résidences de chef de Mission et d'habitations des diplomates. Ils bénéficiaient des avantages sociaux tels que équipement complet des habitations, crédits voiture dès l'arrivée en poste, prise en charge des soins de santé et de scolarité des membres de familles, congés payés avec titres de voyage pour les familles de diplomates, application stricte de mouvement de rotation (rapatriement effectif des diplomates fin terme et affectation de nouvelles unités). Dans ces conditions, les ambassades contribuaient efficacement à la mobilisation des ressources extérieures pour le développement du pays³³. Au cours de cette période, les mesures de Zaïrianisation et de radicalisation prises vers les années 1970, ont conduit le pays vers un déclin.

IV. Dimension Culturelle

C'est dans le domaine culturel, au sens large du terme, que l'ère Mobutienne brillait de mille feux, car elle eut l'ambition de faire renaître la société. Par sa durée, sa volonté d'indépendance et sa quête de l'inédit, cette période fut en effet propice à l'explosion des arts et au développement des ressources humaines nationales. Nous nous en tiendrons pour cet exposé à une analyse du vécu de l'authenticité, dans sa vie quotidienne comme dans l'expression des arts, sans omettre pour autant la production des institutions qui eurent pour mission de gérer ce patrimoine culturel et de soutenir la créativité nationale³⁴.

³³République Démocratique du Congo, Ministère des Affaires Étrangères, *Rapport général de la XIème Conférence Diplomatique*, 2010, P. 60

³⁴NDAYWEL è NZIEM Isidore, *Importance du Zaïre culturel dans l'univers négro-africain*, Kaké, 1990, P. 180, lire aussi, MUDIMBE Valentin Yves., *Présentant le bilan culturel de 1960 à 1980*.

L'innovation de la deuxième République et donc, du MPR, fut sa prétention de forger une idéologie, qui constituait une nouveauté car la première République n'en avait fait aucun cas. Le concept *d'authenticité* allait connaître tout une carrière, défini tour à tour comme une *philosophie* et comme *antidote à toute forme d'aliénation*. Finalement, c'est le 15 août 1974, à l'occasion de l'ouverture de l'institut MakandaKabobi qu'un schéma conceptuel complet fut établi, schéma qui devait par la suite faire l'objet d'un enseignement systématique. *La doctrine du MPR était le Nationalisme Zaïrois Authentique ; son idéologie, L'Authenticité, sa démarche, le Recours à l'Authenticité. L'ensemble de ce schéma constituait le Mobutisme, défini comme étant l'enseignement, la pensée et l'action du Président-fondateur (Mobutu).*

Peu après, du haut de la tribune des Nations Unies (4 octobre 1974), le Président Mobutu précisa encore sa pensée : le *recours à l'authenticité* est une prise de conscience du Peuple congolais de recourir à ses sources propres, de rechercher les valeurs de ses ancêtres afin d'en apprécier celles qui contribuent à son développement harmonieux et naturel. C'est le refus du Peuple congolais d'épouser aveuglément les idéologies importées. C'est l'affirmation de l'homme congolais tout court, là où il est, tel qu'il est, avec ses structures mentales et sociales propres³⁵.

C'est sur le plan pratique que ce projet suscita de sérieux problèmes. Le projet idéologique était en effet à la base d'une transformation du pays, dont le point culminant fut la *métamorphose décrétée le 27 octobre 1971 et qui, dans la symbolique, marquait l'installation de l'ordre nouveau*.

Répondant aux critiques des certains, entre autre l'église catholique avec le cardinal Malula, qui voyait le recours à l'authenticité comme une bataille archaïque et nationaliste, le Président Mobutu précise encore sa pensée : le recours à l'authenticité n'est pas un nationalisme étroit, un retour aveugle au passé, mais il est, au contraire, un instrument de paix entre les Nations, une condition d'existence entre les peuples, une plate-forme pour la coopération entre les États³⁶.

Dès lors, le recours à l'authenticité est à la fois un principe et une méthode de politique étrangère, à partir desquels il est possible d'analyser lucidement les faits internationaux et la volonté politique des acteurs situés dans une culture et une histoire, dont la capacité de s'y ressourcer est un vecteur singulier d'une manière d'agir.

³⁵ NDAYWEL è NZIEM Isidore, *Histoire du Zaïre. De l'héritage ancien à l'âge contemporain*, op cit, P. 670

³⁶ MOBUTU, « Discours, allocutions et messages », in *Jeune Afrique*, tome II, Paris, 1975, P. 362

Il est question ici, de faire appel à l'histoire et à la culture, pour expliquer la personnalité individuelle ou collective des africains, sous-tendant la politique publique interne ou la politique publique internationale, à l'instar d'autres peuples de par le monde. Le Président Mobutu ne dit pas autre chose, lorsqu'il précise qu'À *notre sens, l'authenticité consiste à prendre conscience de notre personnalité, de notre valeur propre, à baser notre action sur des prémisses résultant des réalités nationales pour que cette action soit réellement nôtre, et partant, efficace*. En fait, le recours à l'authenticité est un hymne au respect de la différence, en tant que somme de valeurs et de représentations, censées influencer sur la politique étrangère des États.

Sur le plan interne, la politique du *recours à l'authenticité* est sur les fonts baptismaux au cours de l'année 1971, dans une approche dite de *révolution culturelle* selon le Président Mobutu. Cette révolution culturelle se traduit par le changement des noms, notamment ceux du pays et du fleuve, sous forme d'une *trilogie en Z (trois Z)*, c'est-à-dire le Zaïre à la fois *fleuve, monnaie, nom du pays*.

Dans le même élan, les prénoms chrétiens seront supprimés et Joseph-Désiré Mobutu s'appellera désormais *Mobutu Sese Seko Kuku Ngbenduwa Zabanga*. Le costume de type européen sera banni au profit de costume de type Mao, appelé : Abacost, ce qui veut dire *Àbas le costume*, dorénavant tenue officielle.

Sur le plan international, le Président Mobutu a fait le tour du monde pour propager sa doctrine. Et parmi les pays qui ont adhéré à cette philosophie, il y a lieu de citer le Tchad sous le régime de François Tombalbaye devenu Tombalbaye Ngarta et le Togo sous le régime d'Etienne Eyadema devenu Gnassingbé Eyadema³⁷.

Le Président Mobutu ne cessait de vanter les mérites du Président Senghor, non seulement en tant que chantre de la Négritude qui, avant nous, disait-il *avait redécouvert les traits de l'authenticité africaine*, et qui plus est, Senghor lui aurait dit que *l'authenticité est la mère de la Négritude*³⁸.

Toutefois, poussé par la volonté inébranlable de pérenniser son pouvoir dictatorial contre vents et marées, le général Mobutu s'est affranchi de l'inventaire des valeurs positives du passé, de leur soumission à la critique positive, et surtout de leur traduction dans la

³⁷ MOBUTU, « Message à la nation du 31 décembre 1971 », in *Jeune Afrique*, Tome II, P. 188

³⁸ MOBUTU cité par MWAYILA TSHIYEMBE, *La politique étrangère de la République Démocratique du Congo. Continuités et ruptures*, op cit, PP. 84-85

politique d'émancipation démocratique, économique, sociale, culturelle et géopolitique du pays.

Exception faite de la valorisation des noms d'origines congolaise, en lieu et place des prénoms chrétiens et le remplacement du costume traditionnel européen par celui du type Mao, la politique du recours à l'authenticité fut, d'une certaine manière, un marché de dupe.

En politique interne, elle a servi d'alibi au renforcement du pouvoir tyrannique de Mobutu, d'Eyadema et de Tombalbaye. En politique internationale, elle a été un sursaut politique éphémère, tendant à valoriser la personnalité historique et culturelle de l'Afrique, comme facteur explicatif des relations internationales³⁹.

En tout état de cause, le Président Mobutu se fait le promoteur de la musique populaire, qu'il tient pour le plus grand succès du nationalisme culturel congolais. La musique occidentale, classique ou non, est interdite. Place aux orchestres locaux, dont les meilleurs, animés par Grand Kallé, TabuLey ou Franco, feront entendre sur toutes les ondes africaines l'éclat sonore de leurs saxophones authentiques. Avec plusieurs centaines de groupes, Kinshasa est, plus que jamais, la capitale musicale incontestée du continent. Mobutu invite les enseignants à valoriser le patrimoine culturel et artistique du pays : Pendant la colonisation, on nous apprenait à mépriser nos statues, nos bijoux et nos masques, mais d'autres en profitaient. On retrouvait nos chefs-d'œuvre dans les musées d'occident, où les fétiches méprisés se transformaient miraculeusement en objets précieux. Cette époque est terminée. Il fait acheminer des dizaines de milliers de masques et de fétiches vers les musées nationaux⁴⁰.

V. Initiateur de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL)

Figure sur les objectifs de la CEPGL

³⁹ MOBUTU cité par MWAYILA TSHIYEMBE, *La politique étrangère de la République Démocratique du Congo. Continuités et ruptures*, op cit, P.85

⁴⁰ LANGELLIER Jean-Pierre, *Mobutu*, Paris, Perrin, 2017, P.190



5.1. Dimension sécuritaire en priorité à la CEPGL

Plusieurs observateurs voient dans la création de la CEPGL, la réponse des trois chefs d'État, signataires de l'accord, à un souci majeur de *sécurité*, sous l'impulsion du Président Mobutu. Définit dans la convention portant sur sa création, le premier objectif de la CEPGL illustre cette ambition :

Assurer d'abord et avant tout, la sécurité des États et de leurs populations de façon qu'aucun élément ne vienne troubler l'ordre et la tranquillité sur leurs frontières respectives⁴¹.

Ce choix n'est pas innocent, du fait du rôle moteur, qui revenait naturellement au Congo dans l'instauration de cet objectif *sécuritaire*. C'est d'ailleurs dans le domaine de la sécurité que la République Démocratique du Congo n'a émis aucun blocage et a assumé son *rôle de locomotive*.

⁴¹Art. 2 de la Convention portant création de la CEPGL en 1976.

Pour paraphraser Deutsch, le but premier de la CEPGL est donc, l'établissement d'une *communauté de sécurité* devant permettre d'assurer la sécurité collective des États⁴². S'agissant de la CEPGL, nous sommes en présence de ce que Deutsch qualifiait d'*une communauté de sécurité pluraliste*, puisque les différents gouvernements ont gardé leur souveraineté tout en essayant de résoudre d'éventuels conflits, par la voie pacifique.

Ce souci de sécurité trouve son origine au lendemain des indépendances de ces trois pays qui avaient signé, le 29 août 1966, un accord de coopération en matière de sécurité pour garantir la paix dans la sous-région. Quoique de portée limitée, cet accord est d'une importance capitale : il constitue l'élément déclencheur du processus d'intégration dans cette sous-région. Cet accord est le premier jalon de la construction de la communauté de sécurité qui plus tard, a permis non seulement l'élargissement à d'autres domaines, mais aussi son renforcement par la signature d'autres traités et conventions⁴³.

Au cours des entrevues ultérieures entre les différents chefs d'États, la sécurité était la principale préoccupation. En effet, le 20 mars 1967, soit quelques mois après la signature de ce premier accord de sécurité, les chefs d'États se retrouvèrent pour signer une déclaration commune, dite *la déclaration de Goma*. Dans celle-ci, ils s'engageaient à se concerter régulièrement et à se transmettre tous les renseignements relatifs au maintien de la sécurité dans leur pays respectif. C'est au cours de cette réunion qu'est instaurée *la tripartite*, autre étape marquante de l'évolution vers ce qui allait devenir plus tard la CEPGL⁴⁴.

Toujours motivé par ce souci de sécurité, l'accord du 21 juin 1975 est venu compléter ceux déjà existants. Il élargissait, d'une part, les interdictions d'installer des bases militaires arrières aux divers groupes pouvant menacer la sécurité extérieure ou intérieure d'un pays membre et visait, d'autre part, à créer un climat de confiance permanent et propice à la coopération et au maintien des relations pacifiques et amicales entre les pays⁴⁵.

5.2. La force de l'armée de Mobutu

⁴² DEUTSCH Karl cité par Bob KABAMBA, *interrégionalité des pays des Grands Lacs Africains. Elaboration d'un modèle d'intégration régionale en Afrique et son application à la région des Grands Lacs (Burundi, RDC, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie)*, op.cit. P. 61

⁴³ *Traité d'accord de coopération signé entre la République Démocratique du Congo, le Rwanda et le Burundi, en matière de sécurité pour garantir la paix dans la sous-région des Grands Lacs, le 29 Août 1966.*

⁴⁴ *Déclaration de Goma, le 20 mars 1967 où les trois chefs d'États s'engagent à se concerter régulièrement et à se transmettre tous les renseignements relatifs au maintien de la sécurité dans leur pays respectif.*

⁴⁵ *L'accord du 21 juin 1975, interdisant l'installation des bases militaires arrières aux différents groupes pouvant menacer la sécurité extérieure ou intérieure d'un pays membre.*

Parmi tous les grands atouts du régime du Maréchal Mobutu, celui qui fit le plus sa force et sa crédibilité, et nous pouvons dire même sa crainte tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, fut sans conteste *son armée*. Avec l'Armée Nationale Congolaise (ANC) puis les Forces Armées Zaïroises (FAZ), Mobutu a été l'artisan principal de la défense du territoire national. Il a incarné plus que quiconque cette armée dont il avait la fierté de clamer tout haut qu'elle était *l'œuvre de ses mains*. Et il ne mentait pas. Même les puissances occidentales lui reconnaissaient, seul, ce mérite et cette ***capacité d'avoir recollé les morceaux des fractions armées provinciales à la solde des politiciens pour en faire une armée nationale placée sous un commandement unique et solide, le sien***. Ainsi l'opinion tant nationale qu'internationale parlait-elle, non sans raison, de *l'armée de Mobutu*.

Fort de cette réussite, Mobutu ne lésina pas sur les moyens et les ouvertures que lui offraient ses amis de l'Occident et ceux des autres régions du monde. À l'époque où il avait lui-même le commandement et l'organisation de l'armée en mains, il envoya chaque année de jeunes officiers congolais dans les meilleures académies militaires aux États-Unis, en France, en Belgique, en Allemagne, en Grèce, en Italie et en Israël où il a reçu lui-même sa formation de parachutiste et où il effectua, à cette occasion, son premier saut en Mer. D'autres officiers furent envoyés en formation en Chine, au Maroc et en Égypte. L'examen des archives de la Défense nationale montre clairement que, à cette époque-là, les officiers congolais qui furent envoyés en formation à l'étranger sur ordre de Mobutu étaient issus de toutes les régions de la RDC.

Dans le pays, des grands centres de formation de renommée mondiale furent créés pour la formation et l'entraînement des militaires et des officiers congolais. Citons le Centre Commando de Kotakoli, où ont été organisées plusieurs compétitions annuelles entre les Commandos Belges et congolais, et Dieu seul sait combien de fois les Commandos congolais ont ravi la palme à leurs collègues Belges, la Base de Kitona, le Centre Supérieur militaire de Kinshasa à Ngaliema, l'École d'officiers à Kananga, le Centre de formation des Parachutistes de CETA à N'Djili, etc. Une fois de plus, on constate que les implantations de ces Centres n'étaient pas concentrées dans une seule région du pays, mais qu'elles obéissaient plutôt aux besoins géostratégiques de la défense du territoire national.

Le Congo répondait ainsi à ce moment-là à sa véritable vocation nationale et africaine, non seulement aux yeux des amis occidentaux de Mobutu, mais aussi à ceux de nombreux pays africains qui considéraient le Congo, avec raison, comme l'un des piliers de la stabilité et du développement de l'Afrique. Pour preuve, les Forces Armées congolaises sont intervenues,

dans le passé, dans des missions de maintien ou de restauration de la paix au Nigeria, au Tchad, au Burundi, au Rwanda, en Centrafrique...La RDC a par ailleurs accueilli, dans les années 1970-1980, pour leur formation et leur entraînement dans les différents centres militaires du pays, des officiers supérieurs et des militaires venus de plusieurs pays d'Afrique, notamment le Rwanda, le Burundi, le Tchad, la Centrafrique et le Togo.

Si nous évoquons ces faits historiques, ce n'est pas pour faire une quelconque apologie mais pour mieux faire ressortir le contraste avec la suite de l'histoire, en vue de permettre de mieux scruter et de mieux comprendre le processus malheureux de dégradation irréversible des Forces Armées congolaises. Processus qui fut imperceptible pour certains observateurs. Car ceux qui ont connu ce que fut l'armée congolaise à ses débuts, et il y a encore quelques années, qu'ils soient congolais, africains, européens ou américains, n'arrivent pas à s'expliquer son effondrement et sa liquéfaction subite, sans coup férir, devant une bande de gamins bottés, certes soutenus par une forte coalition d'armées régulières du Rwanda, d'Ouganda, d'Angola, de Zambie et de mercenaires érythréens⁴⁶.

Comment expliquer, par exemple, que l'armée congolaise telle que nous venons de la présenter très brièvement, avec ses potentiels matériels et humains, avec ses multiples exploits externes, comment expliquer que cette armée-là, n'ait gagné aucune guerre sur son territoire, chaque fois que le pays était attaqué, sans l'aide et le soutien d'armées étrangères ? Aucune agression extérieure sérieuse n'a jamais été repoussée par les FARDC à elles seules ! Nous ne parlons pas ici des petites escarmouches de frontière, mais des véritables agressions armées.

Pour chaque guerre que le pays a connue, le Président Mobutu, se rendant compte de l'incapacité de ses généraux et de leurs troupes à résister à l'avancée de l'ennemi, a dû faire appel soit à des mercenaires, soit aux troupes de pays amis pour sauver le Congo. Lors de la rébellion de 1964, le Général Mobutu fit appel aux mercenaires pour anéantir l'insurrection ; lors de la première guerre du Shaba, c'est grâce aux hommes du Colonel Lubaris de l'Armée Royale Marocaine que le Président Mobutu a réussi à repousser l'agression venue d'Angola ; lors de la deuxième guerre du Shaba, l'intervention des Parachutistes Français de la Légion étrangère fut indispensable pour tirer le Président Mobutu du pétrin avec une force interafricaine composée de détachements militaires du Togo, du Gabon, de Côte d'Ivoire et, une fois de plus, du Maroc.

⁴⁶ NGBANDA Honoré, *Ainsi sonne le glas. Le dernier jour du Maréchal Mobutu*, op. cit., PP. 43-44

Tout compte fait, le Président Mobutu maintint l'organisation de l'armée de deux types de troupes distincts : celles qui sont *campées* et celles qui sont *mobiles*⁴⁷.

- **L'Armée Campée** : avait principalement pour rôle d'assurer la sécurité du pays contre les agressions extérieures. Ces troupes étaient réparties en principes en trois groupements, ou régions militaires, comprenant chacun une demi- douzaine de camps militaires. Un quatrième groupement fut créé après la sécession Katangaise et couvrit le territoire du sud- Katanga et fut confié au général Louis de Gonzague Bobozo, apparenté au Président Mobutu.
- **L'Armée Mobile** : celle des gendarmes, était répartie en compagnies au plan des districts et en pelotons au plan des territoires. Elle était soumise à l'autorité civile et s'occupait des missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public. Ce rôle, elle le partageait avec la police qui était une instance territoriale recrutée et opérant à ce simple niveau.

Le Président Mobutu n'a cessé dans toutes les circonstances de féliciter son armé : Quelle n'est pas mon émotion lorsque je pense à tous mes frères d'armes, ces valeureux combattants des Forces Armées congolaises qui, sous mon commandement, face aux rébellions, aux sécessions, aux agressions, aux durs combats, que ce soit à Kamanyola en 1962, durant la guerre de 80 jours en 1977, lors de celle du Shaba II (Kolwezi) en 1978, ont donné le meilleur d'eux-mêmes jusqu'au sacrifice suprême de leur vie, afin que la Nation congolaise demeure sauvé, indépendante et souveraine. Que de bravoure, que d'abnégation !

Comment ne pourrais-je, à mon tour, dédier ma dignité de Maréchal à tous ces vaillants hommes de troupes pour qui le devoir, le sens de l'honneur, l'amour de la patrie, l'intégrité du territoire national n'ont jamais été de vains mots ?⁴⁸

5.3. Dimension internationale

Sur le plan extérieur, le régime Mobutu comprit l'intérêt qu'il avait à renouer ou à développer des relations amicales avec tous les pays du monde, particulièrement africains et surtout les pays voisins. Pour y parvenir, il a procédé à un nouveau style⁴⁹, c'est-à-dire le début d'une nouvelle diplomatie. Elle fut qualifiée **d'agissante et de directe**. L'une des caractéristiques de cette diplomatie est la présence crédible de la République Démocratique

⁴⁷ NDAYWEL è NZIEM Isidore cité par WONDO OMANYUNDU Jean Jacques, *les armées au congo-kinshasa. Radioscopie de la force publique aux FARDC*, Saint-Légier (Suisse), 2013, p.71

⁴⁸ Discours prononcé dans le cadre des festivités marquant le 16^{ème} anniversaire du Mouvement Populaire de la Révolution, le 19 mai 1983.

⁴⁹ MUTOMBO K. Patrick ; *Traditions et perspectives de la diplomatie du développement en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, Gescom, 2010, p.26

du Congo sur la scène internationale. C'est la fin de son isolement diplomatique. Le fait le plus remarquable de cette période est le tourisme diplomatique entrepris par le Président Mobutu. Le guide suprême a effectué une vaste tournée en Afrique, en Europe, en Asie, en Amérique latine,... visitant successivement les grandes capitales au monde⁵⁰.

Dans le même ordre d'idée, il importe de souligner le souci permanent du gouvernement congolais de rester en bons termes avec ses voisins et de chercher avant tout une solution négociée à tous les problèmes qui pourraient surgir entre eux. Ce fut le cas lors des conflits qui ont opposé la République Démocratique du Congo à la République Centrafricaine, à la République Rwandaise et ses mercenaires, et enfin à la République Populaire du Congo- Brazzaville dans les années 1970 et 1980⁵¹.

5.4. Tourisme diplomatique

Pour s'affirmer grand parmi les grands, rien ne vaut les voyages. Et d'abord, en Afrique. Mobutu resserre les liens avec ses voisins, se réconcilie avec des ennemis d'hier, comme le Guinéen Sékou Touré, offre ses services pour réconcilier des pays en délicatesse – le Burundi et la Tanzanie, la Tanzanie et l'Ouganda – ou apaiser des guerres civiles, comme au Biafra, province sécessionniste du Nigeria. De 1969 à 1973, il multiplie les rencontres au sommet. De Londres à Tokyo, de Paris à Washington, du Caire à New Delhi, de Bucarest à Pyongyang. Il collectionne les hôtes prestigieux : De Gaulle, puis Pompidou, Elizabeth II, Richard Nixon, l'empereur du Japon, Nasser, Kim Il-sung, Ceausescu, le roi Fayçal d'Arabie, Indira Gandhi, le roi Baudouin, Boumediene.

En 1973, Mobutu ne passe pas moins de cent cinquante jours en dehors de la RDC, visitant vingt-six pays, dont quatorze en Afrique⁵². Partout, on le félicite pour la stabilité de son régime, on le couvre d'éloges personnels, plus ou moins sincères. De quoi perdre la tête. Seule exception de marque, l'Union soviétique, où un voyage d'État, annoncé en 1974, ne se concrétisera pas. Le globe-trotter congolais, qui a la folie des grandeurs, se déplace à bord d'un Jumbo Jet, seul avion à même, selon lui, d'accueillir confortablement son nombreux entourage. Point d'orgue de cette pérégrination mondiale : une double visite dans la Chine fraîchement réconciliée avec les États-Unis.

En Janvier 1973, Mobutu, qui a rompu avec Taiwan, est reçu chaleureusement à Pékin. Les rues sont pavoisées aux couleurs de la RDC et la presse Chinoise salue *la glorieuse*

⁵⁰ LABANA LASAY'ABAR.et LOFEMBE BENKENYA, *La politique étrangère de la République Démocratique du Congo, structures, fonctionnement et manifestations*, Kinshasa, Sirius, 2010, p.8

⁵¹ *Ibid*

⁵² CRAWFORD YOUNG et Thomas Turner, cité par Jean-Pierre LANGELLIER, *Mobutu*, op cit, P. 227

tradition anti-impérialiste du peuple Congolais. Mao Zedong, qui le reçoit, lui aurait dit : *Mobutu, c'est vous ? Sachez que j'ai de l'admiration pour vous. Vous êtes courageux ! J'ai fourni armes, munitions et argent à vos adversaires pour vous combattre. C'est vous qui avez gagné*⁵³. Les relais télévisés par satellite entre le Japon et la Chine sont inaugurés pour l'occasion⁵⁴. Ils retransmettent en direct, au Congo, en Afrique et en Europe, *l'historique poignée de main entre le guide du peuple Chinois et le chancre de l'authenticité africaine*⁵⁵. Mobutu retourne à Pékin en décembre 1974. Il rencontre de nouveau Mao et son numéro deux, Deng Xiaoping (l'actuel Président de la Chine). La Chine et la RDC tirent un trait définitif sur leur passé tumultueux. Des accords économiques, commerciaux et militaires ouvrent la voie à une fructueuse coopération qui se confirmera au fil des ans. L'ambassadeur Chinois à Kinshasa deviendra le diplomate le plus écouté de Mobutu.

Ce pragmatisme du Président Mobutu ne veut pas dire que la RDC avait dominé l'Afrique de la manière d'Hitler en Europe, mais la présence d'autres puissances africaines existaient à l'occurrence *l'Afrique du Sud, le Nigéria et de l'Égypte*.

En politique africaine, le Président Mobutu prôna le soutien d'une politique de regroupement, la libération des pays encore sous dépendance politique, la promotion des échanges commerciaux et culturels, qualifié plus couramment de *manifeste de la N'sele*⁵⁶

Récemment, cette vision *de grandeur et d'influence*, est relayée par le Président Joseph Kabila en ces termes : « *La République Démocratique du Congo doit rejouer pleinement le rôle qui a toujours été le sien, celui d'une source de paix, de solidarité africaine, de puissance militaire et de progrès pour le continent africain conformément à la vocation africaine incontestable de la RDC, comme principe spécifique de sa politique*

Étrangère »⁵⁷.

⁵³ NDAYWEL è NZIEM Isidore, *Nouvelle histoire du Congo, Des origines à la République démocratique*, Le Cri, Afrique Éditions, 2009, P.532

⁵⁴ *Journal Le Monde*, 13 Janvier 1973.

⁵⁵ KAMITATU Cléophas, *Zaire, le pouvoir à la portée du peuple*, op cit, P. 14

⁵⁶ NDAYWEL è NZIEM Isidore, *Histoire du zaire, de l'héritage ancien à l'âge contemporain*, op cit. P.665

⁵⁷ *Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, Cabinet du Ministre, Actes de la 10^{ème} Conférence Diplomatique, Volume 1. Discours prononcé par le chef de l'État de la RDC, Joseph KABILA, à l'occasion de la signature de l'accord de Pretoria entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda en Afrique du Sud, à Pretoria, le 30 Juillet 2002, Kinshasa, Mars, 2003, P.67*

Conclusion

La colonisation Belge, l'indépendance chaotique, la dictature longue et corrompue du régime de Mobutu, basé sur la kleptocratie, le népotisme et la répression, a été si désastreux qu'il a non seulement fini par ruiner le pays pendant son exceptionnelle longévité, mais qu'il est aussi tombé, par son désir de *s'accrocher au pouvoir*, dans l'inédite capacité de destruction et d'autodestruction en créant les bases de sa chute et le bouillon de culture à l'invasion du Congo par les pays voisins agressés pendant des dizaines d'années par le régime de Mobutu, dans son rôle de sous-impérialisme de relève ou de pompier pyromane, en encourageant les ethnocides contre les ethnies favorables à l'opposition pour discréditer le processus de démocratisation, comme cela s'est produit au Katanga et au Kivu au début des années 1990. Selon Braeckman, il a ressuscité les vieux fantômes séparatistes du début des années 1960 et a créé le chaos dans son propre pays et dans les pays voisins, dans le but de conserver le pouvoir et de se présenter devant l'opinion internationale comme la seule voie de salut⁵⁸.

La démocratisation non terminée des années 1990, l'effet domino du génocide du Rwanda avec ses effets déstabilisateurs en RDC et toute l'Afrique centrale et l'Afrique médiane, selon le concept consacré par la géopolitique classique⁵⁹, les alliances régionales de Laurent-Désiré Kabila, le pillage des ressources naturelles par des pays voisins et la transition néfaste réalisée au début des années 2000. A tout cela, il faut ajouter l'éternel problème de la nationalité des Tutsis congolais d'origine Rwandaise (Banyamulenges). La solution à tous ses problèmes passe par l'institution d'un Etat fort, de droit et respectueux. C'est la seule façon

⁵⁸ BRAECKMAN Colette, *Les nouveaux prédateurs. Politique des puissances en Afrique centrale*, Bruxelles, Les éditions Aden, 2009, P. 62

⁵⁹ LACOSTE Yves, *Géopolitique. La longue histoire d'aujourd'hui*, Paris, Larousse, 2006, P. 215

d'en finir avec le pillage de ce pays, devenu, depuis le système de Léopold II, un *supermarché sans gardes ou surveillants*⁶⁰.

⁶⁰ BRAECKMAN Colette, *Les nouveaux prédateurs. Politique des puissances en Afrique centrale*, op.cit. 64